

Pour la Conf', un changement d'orientation agricole reste nécessaire

© 19/05/2021 | 👤 DJ • 📰 Terre-net Média

Si les responsables politiques ont répondu présents au Grand rendez-vous de la souveraineté alimentaire organisé le 18 mai, le concept a toujours été d'actualité bien avant la crise sanitaire, pour la Confédération paysanne. Le syndicat regrette cependant le dévoiement du concept et appelle à un vrai changement d'orientation agricole.

Le 18 mai, le Grand rendez-vous de la souveraineté alimentaire a rassemblé des ministres, des représentants politiques, et le président de la République qui a répondu, dans une interview vidéo, aux questions envoyées par des agriculteurs. Or, « les responsables agricoles, tous proches de la FNSEA, et les politiques invités à débattre ont **une conception totalement dévoyée de ce qu'est la souveraineté alimentaire** », a déploré la Confédération Paysanne dans un communiqué envoyé pendant l'évènement organisé à l'initiative du Conseil de l'agriculture française (qui regroupe la FNSEA, Jeunes agriculteurs, la Confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricole (CNMCCA), la Coopération agricole, la Fédération nationale du crédit agricole, Groupama assurances mutuelles, la Mutualité sociale agricole (MSA) et l'APCA).

Lire >> [Grand rendez-vous de la souveraineté alimentaire : face à la perte de compétitivité, l'agriculture française appelle à un rebond](#)

Le syndicat rappelle que la « souveraineté alimentaire désigne le **droit des populations et de leurs États à définir leur politique agricole et alimentaire sans dumping vis-à-vis des pays tiers** ». « Il ne s'agit pas d'une énième politique de l'offre sans prise en compte des demandes sociétales. Encore moins d'une souveraineté agro-alimentaire comme la désigne le ministre de l'agriculture, ni un moyen détourné d'exporter nos surplus, comme tente de le justifier l'agro-industrie et ses partisans », dénonce la Conf'. Le syndicat regrette de n'avoir pas pu exprimer sa vision auprès du chef de l'État qui ne s'est pas déplacé, malgré l'invitation, au « salon à la ferme » début mars. Signe que le président de la République préfère « apporter son crédit et son appui à un modèle et à des organisations ayant maintes fois prouvé leur incapacité à réorienter l'agriculture pour servir autre chose que leurs intérêts et celui de l'agrobusiness », regrette la Conf'.

Lire aussi >> [En Bretagne, la Conf' interpelle le ministre sur les oubliés de la Pac](#)

« Réutiliser un vocabulaire, en détourner le sens afin de donner l'illusion d'évolution, sans rompre avec les recettes passées et les politiques agricoles actuelles, pour **ne finalement rien changer aux pratiques agricoles actuelles : voici le véritable programme de cette journée et de cette semaine** », dénonce ainsi la Confédération paysanne.

Lire aussi >> [Semaine de l'agriculture : replacer l'agriculture au coeur des débats avec politiques et citoyens](#)